

**Convention de mise à disposition d'un adjoint technique de la commune d'Aubenas
auprès de la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas
dans le cadre de la participation à l'entretien de la crèche Les Mini Pouces**

Entre

La commune d'Aubenas, représentée par M. Jean-Yves MEYER, Maire, autorisé à cet effet par la délibération n° 5 du Conseil Municipal en date du 3 juillet 2020 dénommée commune dans la présente convention ;

Et

La communauté de communes du Bassin d'Aubenas, représentée par son Président, M. Max TOURVIEILHE; autorisé à cet effet par la délibération n° du Conseil Communautaire en date du dénommée communauté de communes dans la présente convention ;

Vu le code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

Vu la délibération n°34 du Conseil Municipal en date du 28 juin 2016 autorisant M Le Maire à signer la convention de mise à disposition de personnel de la ville d'Aubenas auprès de la Communauté de Communes du Bassin d'Aubenas dans le cadre du transfert de la crèche les Mini Pouces,

Vu l'avis favorable du Comité Technique sur la mise à disposition de personnel de la ville d'Aubenas ;
Considérant que la mise à disposition d'un adjoint technique auprès de la CCBA arrive à son terme et qu'il est nécessaire de la renouveler,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet et durée de la mise à disposition

La commune d'Aubenas renouvelle la mise à disposition auprès de la communauté de communes du Bassin d'Aubenas, à compter du 1^{er} septembre 2025, d'un agent en charge de l'entretien du linge et de la logistique des repas, pour une durée d'un an renouvelable deux fois par tacite reconduction soit jusqu'au 31 août 2028.

Article 2 : Conditions d'emploi

Le travail de l'agent est organisé par la directrice de la crèche ou son adjointe. Ses congés annuels seront pris en accord avec la directrice ou son adjointe.

La situation administrative (avancement, autorisation de travail à temps partiel, congés de maladie, congés pour formation professionnelle ou syndicale, discipline) de l'agent mis à disposition est gérée par la commune, en informant préalablement l'organisme d'accueil.

Article 3 : Rémunération

Versement : la commune versera à l'agent la rémunération correspondant à son grade d'origine (traitement de base, supplément familial, indemnités et primes liées à l'emploi – heures supplémentaires, astreintes etc...).

En dehors de la rémunération, la Communauté de Communes ne peut verser à l'intéressé(e) aucun complément de rémunération mis à part les remboursements liés à des déplacements professionnels ou frais liés à la formation (repas ..).

Remboursement : La Communauté de Communes remboursera à la commune, au vu d'un état annuel validé et co-signé par l'exécutif des deux structures, dûment habilité, le montant de la rémunération et charges sociales de l'agent mis à disposition, selon la répartition qui suit :

Emploi / fonction	Cadre d'emploi	Temps de travail mis à disposition
Agent en charge de l'entretien du linge et logistique des repas	Adjoint technique	29 heures hebdomadaires

En cas d'absentéisme pour maladie de l'agent mis à disposition, nécessitant un remplacement à charge de la Communauté de Communes, la rémunération correspondant à la période remplacée sera déduite de l'état annuel. Un justificatif du remplacement de l'agent devra être transmis à la Commune par la Communauté de Communes en fin d'année pour déduction des sommes.

Toute modification sur la part pris en charge par l'organisme d'accueil fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 4 : Contrôle et évaluation de l'activité

L'entretien professionnel de l'agent sera effectué par la Communauté de communes, une fois par an, et transmis à la commune pour mise à jour du dossier administratif. En cas de faute disciplinaire la collectivité d'accueil doit préalablement à toute procédure saisir la collectivité d'origine.

Article 5 : Fin de la mise à disposition

Cette mise à disposition peut prendre fin :

- avant le terme fixé à l'article 1 de la présente convention, à la demande de la commune ou de la Communauté de Communes.
- au terme prévu à l'article 1 de la présente convention.

Si à la fin de sa mise à disposition l'intéressé(e) ne peut être affecté(e) dans les fonctions qu'il(elle) exerçait avant sa mise à disposition, il(elle) sera affecté(e) dans des fonctions d'un niveau hiérarchique comparable, après avis de la Commission Administrative Paritaire.

Article 6 : Contentieux

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du Tribunal Administratif de Lyon.

Fait à ,
Le ,
Pour la **collectivité d'accueil**,
Le Président,
Max TOURVIEILHE

Fait à ,
Le ,
Pour la **collectivité d'origine**,
Le Maire,
Jean-Yves MEYER